



Arrêté n° DDT-SG-2016105-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SCIAE
Commune de DIENVILLE

Arrêté Préfectoral complémentaire

La Préfète de l'Aube,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement - livre V - titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-3, et R. 512-31
- VU** l'arrêté préfectoral n°10-2120 du 7 juillet 2010 autorisant la société SCIAE à exploiter à DIENVILLE des installations de travail du bois, et réglementant leur fonctionnement,
- VU** l'étude technico-économique référencée FNRJ140350-BUEI/NY/14/01946/V2 du 11 septembre 2015,
- VU** la proposition d'échéancier transmise en date du 15 février 2016,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mars 2016,

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé prévoit la réalisation d'une étude technico-économique pour la mise en place de systèmes de rétention des eaux d'extinction ,

CONSIDERANT que l'étude susvisée indique que des dispositifs de rétention au sol peuvent être mis en place,

CONSIDERANT que le coût des travaux rend acceptable l'étalement des travaux suivant l'échéancier proposé par l'exploitant,

CONSIDERANT que ces travaux peuvent être prescrits dans le cadre de l'article R. 512 31 susvisé afin de prévenir les risques de pollution,

CONSIDERANT les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation du site au regard des modifications présentées ci-avant,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du département de l'Aube,

A R R E T E

ARTICLE 1 – OBJET

La société SCIAE, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 44, avenue Paul Girard à DIENVILLE (10500), est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités autorisées sur la commune de DIENVILLE par l'arrêté préfectoral n°10-2120 susvisé modifié et complété conformément aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2 – RETENTION DES EAUX D'EXTINCTION

L'exploitant met en place les dispositions permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie suivant les échéances prévues à l'article 3 du présent arrêté. Les volumes minimaux à retenir pour chaque ensemble de bâtiment non-recoupés par des murs coupe-feu sont les suivants :

Ensemble de bâtiments	Volume minimal
4	237 m ³
20 + 22 + 22bis	914 m ³
23	210 m ³
25 + 17	256 m ³
24 + 26 + 32	271 m ³
27 + 29 + 30 + 52	1181 m ³
29 bis	620 m ³
29 bis	511 m ³
33	247 m ³
28	122 m ³
31bis	125 m ³
31	160 m ³

Les dispositifs de rétentions peuvent être constitués :

- des volumes des quais de chargement ;
- de volumes créés par la mise en place de barrières, fixes ou amovibles, au niveau des seuils des ouvertures des bâtiments.

Dans le cas de confinement au niveau des quais, une procédure pour la mise en œuvre de l'isolement des réseaux d'eaux pluviales est tenue à la disposition de l'inspection. Cette procédure précise le nom de la ou des personnes responsables de cette action et est testée au moins une fois par an lors d'un exercice, lequel est consigné sur un registre tenu à la disposition de l'inspection. Le premier exercice est réalisé dans le mois suivant la mise en place du dispositif.

Dans le cas de confinement par des barrières amovibles, une procédure pour leur mise en œuvre est tenue à la disposition de l'inspection et affichée à proximité des dispositifs. Cette procédure précise le nom de la ou des personnes responsables de cette action et est testée au moins une fois par an lors d'un exercice, lequel est consigné sur un registre tenu à la disposition de l'inspection. Le premier exercice est réalisé dans le mois suivant la mise en place du dispositif.

ARTICLE 3 – ECHEANCES DE MISE EN CONFORMITE

Ensembles de bâtiments	échéance
29 bis, 33	31/12/2018
31, 31 bis, 28	31/12/2019
4	31/12/2020
20, 22, 22 bis	31/12/2021
23, 25, 17, 24, 26, 32	31/12/2022
27, 29, 30, 52	31/12/2023

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois par l'exploitant et un délai de un an par les tiers à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cédex.

Ce délai commence à courir à compter du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 - PUBLICATION

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de DIENVILLE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée d'un mois.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon bien visible, sur le site de ladite installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire à la préfecture de l'Aube - direction départementale des territoires - secrétariat général – bureau juridique.

Un avis au public est inséré par les soins de Madame la préfète, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information au maire de DIENVILLE.

Notification en sera faite à la société SCIAE.

Troyes, le 14-6-16

La Préfète



Isabelle DILHAC